

Actions contre les transports de déchets nucléaires

Chloé Di Cintio

La lutte contre l'enfouissement des déchets radioactifs s'est présentée à moi en 1996. Ce ne fut pas un choix militant, mais une évidence que de m'y engager, car j'habitais alors à quelques dizaines de kilomètres du futur centre d'enfouissement de Bure, dans la Meuse.

Silence, opacité et corruption

Nous vîmes subitement se construire des routes en pleine forêt : des camions allaient et venaient pour un mystérieux projet commandité par l'Andra, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Nous découvrîmes que cette agence avait une autorisation d'implantation et d'exploitation de trois « laboratoires » souterrains afin de déterminer un lieu sûr pour y stocker des déchets nucléaires en sous-sol. Bure fut retenu comme seul lieu de stockage sans que les études comparatives prévues aient eu lieu. Des manifestations furent organisées, des militants scandèrent : « Population molle, roche dure », tandis que le président du conseil général affirmait que les études étaient « solides et porteuses d'espoir pour le département ».

Des sources souterraines passent sous la commune de Bure, s'écoulant jusqu'à Paris. Une eau que l'on voulait mettre en bouteilles... Les déchets destinés à être enfouis étaient des « déchets C », d'une durée de vie de plusieurs milliers d'années. L'enfouissement irréversible nous semblait inapproprié : comment assurer la mémoire de cet enfouissement pour les générations futures ; quel avenir leur préparer ? Des questions éthiques se posèrent avant les questions politiques.

Des collectifs militants, défendant un stockage en surface, organisèrent des campagnes d'information, des pétitions, des marches de protestation, puis des campements devant le « laboratoire ».



Été 2001

De Lascaux, à pied, de Bretagne, à vélo, et aussi de Gènes, les militants arrivèrent à Bure. C'est là que je découvris des méthodes d'autogestion pendant l'action : cuisine collective, toilettes sèches, douches, etc. Les décisions étaient prises en assemblée plénière : chacun pouvait proposer ses idées d'action. Une belle diversité : peintures symboliques sur la route, tour des villages pour y faire signer des pétitions, rencontres avec des élus, rondes nocturnes autour du « labo », tentatives d'éblouir les personnes travaillant dans les bureaux, etc. Le choix de la non-violence fut d'abord intuitif : refus des insultes envers les forces de l'ordre et envers les personnes travaillant sur le chantier. Nous refusons de les désigner comme adversaires et désirions les sensibiliser à nos revendications.

Relayant ces choix, des militants allemands organisèrent un stage de prise de décision au consensus et en grand groupe : 200 à 300 personnes organisèrent un sit-in pour ralentir le chantier. Regroupés par affinités, nous discutons les questions posées avant le retour au grand groupe, allant jusqu'à choisir la place de chacun dans le sit-in. Sur le côté, ceux qui voulaient pouvoir en sortir à tout moment ; au centre, ceux qui refusaient d'avoir affaire aux matraques mais ne craignaient pas les lacrymogènes ; devant, ceux qui envisageaient sans crainte une éventuelle conduite au poste de police. Deux porte-parole représentaient nos choix : l'un auprès du chef de la police et l'autre auprès des journalistes. Les questions inattendues étaient rediscutées dans les groupes affinitaires reformés au sein du sit-in. Ce fut pour moi une expérience forte : une action en grand groupe et tenant compte des limites de chacun. J'étais loin d'être une militante aguerrie, et j'ai le sentiment que, sans cette possibilité d'être d'abord en retrait, je n'aurais pas eu l'élan de m'engager dans des actions plus radicales.

Un jeu de rôle nous initia au blocage de convois nucléaires sur les rails. Tantôt « militants » et tantôt « policiers », nous portâmes un regard neuf sur la violence policière. Nous travaillâmes nos attitudes, notre discours, notre organisation pour faire baisser la violence policière... avant de tenter un réel blocage. L'action directe – avec les questions de confiance dans le groupe qu'elle posait, la gestion de sa propre peur et l'assurance viscérale de défendre une cause juste – avait un sens fort, une intensité qui résonnait en moi. En 2004, la mort de Sébastien Briat (2) freina nos ardeurs à bloquer des trains.

2. Il s'était enchaîné sur les rails pour empêcher un convoi jugé illicite. Il a été percuté par un convoi ferroviaire transportant des résidus vitrifiés à destination de l'Allemagne.

Théorie et pratique

J'ai approfondi la question de la désobéissance civile à l'université avant de publier mes travaux en avril 2010 (3). En septembre, j'ai reçu un appel téléphonique d'un certain Wolfgang (4) qui me proposait de venir observer les actions allemandes lors du prochain convoi de Castors (acronyme pour Cask for storage and transport of radioactive material). Et, tandis que l'amie à mes côtés s'étonnait : « Quoi ? Tu vas observer des castors ? », ma réponse ne se fit pas attendre et j'acceptai l'invitation.

Le rôle d'observatrice que me proposait Wolfgang ne me fut pas toujours facile à tenir : ma tentation de rejoindre l'action était grande. Mais l'obstacle de la langue, la conscience que ces actions étaient préparées depuis de longs mois, le peu de matériel dont je disposais, l'occasion aussi d'expérimenter un nouveau rôle, calmèrent mon élan à quitter le groupe d'observation. Cela me permit aussi d'avoir une vision plus globale des actions menées par les différents groupes présents dans la région et de vous les livrer ci-après.

De La Hague à Gorleben

Novembre 2010, 123 tonnes de déchets traversent la France et l'Allemagne, dans neuf Castors. 50 millions d'euros sont dépensés à cet effet, contre 20 millions lors des précédents transports. L'opposition citoyenne est telle qu'aujourd'hui les coûts de la répression dépassent celui du transport à proprement parler. 16 500 policiers présents dans la région du Wendland, 30 000 dans toute l'Allemagne. Les fourgons policiers affichent des plaques d'immatriculation de toute l'Allemagne et des jeunes stagiaires de la police française sont présents au côté des Allemands.

L'enfouissement des déchets

Gorleben, village de 700 habitants du nord de l'Allemagne, à mi-chemin entre Hambourg et Hanovre, a été choisi en 1977 pour être un futur centre de stockage de déchets radioactifs. Depuis 1983 (5), des déchets hautement radioactifs y sont entreposés hors sol dans un dépôt temporaire avec refroidissement des déchets (qui arrivent à une température de 400 degrés). Non loin de là, un gisement de sel a été partiellement exploré et prévu pour être le lieu de stockage définitif.

3. Petit Traité de désobéissance civile, Res Publica Éditions, 330 p.
4. Wolfgang Hertle, fondateur de Graswurzelrevolution, avait mis sur pied à cette occasion un centre d'informations à destination de la presse internationale.
5. Avant 1983 arrivaient des camions avec des tonneaux des déchets de « radioactivité moyenne », venant de lieux différents en Allemagne.
6. En 1987, un puits s'est quasiment effondré dans la mine, provoquant une inondation souterraine.



L'enfouissement à Gorleben est prévu pour 2030, malgré les études qui ont démontré le manque de sécurité du site et malgré l'épreuve des faits (6). Le centre d'enfouissement d'Asse, près de Brunswick, connaît actuellement les problèmes que l'on prédit au site de Gorleben. Des fûts enfouis dans une ancienne mine de sel se trouvent corrodés sans que les moyens de les réparer soient imaginés. Des études hollandaises et américaines ont déjà montré que le sel n'était pas approprié à long terme pour le stockage de déchets radioactifs : la chaleur alliée à la radioactivité modifie la structure moléculaire du sel et ses propriétés. Dans ces conditions, celui-ci devient d'autant plus corrosif et perd ses capacités « plastiques », augmentant l'instabilité du sous-sol. Pourtant, les industriels, soutenus par les Länder, se sont lancés dans la production d'énergie nucléaire en « garantissant » aux populations que leur entreprise était sans risque, et ce sur des dizaines de milliers d'années.

Depuis 1995, des convois de Castors arrivent à Gorleben. Les déchets allemands sont retraités en France, à La Hague, avant d'être renvoyés vers le Wendland, région particulièrement pauvre et peu peuplée où un mouvement de résistance avait déjà permis de faire cesser le projet de construction d'une usine de recyclage des déchets.

Révolution énergétique et gouvernement

Le gouvernement vert et socialiste avait, en 2000, promis de sortir progressivement du nucléaire d'ici à 2023. Cette période de plus de vingt ans semblait bien longue au mouvement citoyen antinucléaire, mais la décision avait tout de même été saluée. Le gouvernement conservateur libéral d'Angela Merkel est revenu en 2010 sur cette décision. En septembre 2010, Angela Merkel accepte de plus d'allonger de douze années la durée de fonctionnement des centrales, donnant libre champ aux industriels quant au choix des centrales à conserver. L'ironie du sort est que les centrales les plus vieilles, avec les conditions de sécurité les plus basses, sont celles qui sont le plus rentables ! Et ce sont ces mêmes industriels qui font pression pour que le « projet Gorleben » avance et que les déchets y soient enfouis rapidement. Chaque Castor qui arrive est un « argument » de plus pour enfouir : il s'agit de rentabiliser les investissements.

La préparation et la construction du dépôt et du stockage des déchets sont financées par l'État qui allège les impôts de l'industrie nucléaire afin de l'aider à avoir un capital pour investir dans le stockage et qui, dans le même temps, réduit les subventions aux énergies renouvelables.

Protestations et confrontations

Ce revirement du gouvernement annonçait indirectement la recrudescence de la protestation et de la répression. Ici comme ailleurs, la crise de confiance envers un gouvernement menteur est consommée. C'est ainsi que, le 18 septembre ANNEE, une mobilisation a rassemblé 100 000 personnes dans les rues de Berlin en signe de protestation au prolongement des réacteurs nucléaires. Le 24 avril 2010, une chaîne humaine constituée de plus de 100 000 personnes et s'étalant sur environ 120 km a relié les deux centrales de Brunsbüttel et de Krümmel, traversant Hambourg. En ce mois de novembre 2010, le blocage du douzième convoi de Castors de La Hague à Gorleben signifiait, outre le refus de l'énergie nucléaire par la société allemande, la volonté d'imposer au gouvernement le respect des engagements pris pour la sortie du nucléaire.

Un mouvement antinucléaire multiple

Le premier convoi date de 1995. En 1996, de sérieuses confrontations avec la police avaient abouti à la création de «*X-tausendmal quer*»⁷. Cette organisation avait pour but de permettre aux personnes ne voulant plus se retrouver, contre leur volonté, entre les policiers et des manifestants violents de continuer à mener des actions moins risquées. La campagne X-tausendmal quer s'est ainsi spécialisée dans l'organisation non hiérarchique de sit-in, avant de devenir un réseau national de militants antinucléaires. En 2009, aucun convoi nucléaire n'a eu lieu entre la France et l'Allemagne, X-tausendmal quer a organisé d'autres actions et a notamment mis en place une campagne de sensibilisation à l'égard du grand public en envoyant des mailings à 300 000 personnes pour expliquer les gestes quotidiens évitant de soutenir passivement le lobby nucléaire, etc. Si X-tausendmal quer apparaît quelque peu comme le leader de l'opposition au nucléaire, la réalité des groupes antinucléaires est bien plus bigarrée et multiple. Citons :

- Des comités de citoyens (Bürgerinitiativen) mobilisés partout dans la République fédérale.
- Les « locaux » concernés directement par l'enfouissement des déchets dans leur environnement. Ils sont rassemblés dans la Bürgerinitiative Umweltschutz Lüchow Dannenberg, la plus grande organisation citoyenne de la région. Certains ont créé le collectif *Wider-setzen* (Résistance), organisateur d'un sit-in non violent sur les rails.
- Les paysans locaux : leurs tracteurs sont devenus des symboles de la résistance.
- La « gauche interventionniste » : membres de la gauche anticapitaliste (Die Linke) et post-autonomes décidés à agir par l'action dite « Schottern » (appelée aussi « trainstopping ») consistant à enlever le ballast sous les voies.

7. « X milliers de fois en travers »

- En plus de ces grandes «familles», d'autres organisations sont actives: des groupes de femmes; un groupe de 72 pasteurs et paroissiens agissant comme observateurs; un autre groupe du Comité pour les droits fondamentaux et la démocratie qui observe les pratiques policières; l'Initiative 60 qui rassemble des personnes âgées qui bloquent le convoi en s'asseyant sur des sièges, etc. Chacun peut donc, parmi ces différentes formes d'action, choisir son mode d'implication.

Le soutien populaire est massif: les maisons sont décorées de croix jaunes, symbole du blocage, de même que les devantures des magasins; les cafés offrent des boissons chaudes gratuitement aux activistes; les églises sont ouvertes comme lieux de repos; des points d'information sont implantés dans différentes villes. À Dannenberg, un local accueille les journalistes.

Cela permet un foisonnement d'actions autonomes et diversifiées, mais dans un esprit de complémentarité organisée. Les actions de novembre sont préparées depuis mars et, en mai, une semaine entière a été consacrée à la mise en place de la coopération entre ces groupes, notamment en termes de répartition géographique des zones d'intervention.

Notons enfin que le GdP, un syndicat de policiers:

- proteste contre le fait que les politiciens donnent aux policiers à porter les conséquences du désaccord avec le peuple, en plus des interventions courantes déjà nombreuses. Pour le syndicat, il s'agit d'un problème à résoudre politiquement et non par la police.

- déclare en commun avec la Bürgerinitiative: « Nous sommes contre la violence, et nous n'en voulons pas lors de ce transport. »

De nombreux policiers membres du GdP sont ouvertement contre le nucléaire. Le GdP diffuse les conditions de sécurité et annonce que les femmes enceintes ou les jeunes femmes désirant encore avoir des enfants ne devraient pas travailler à proximité des Castors. Une rumeur court sur le fait que de nombreux policiers se seraient fait porter malades durant ces jours de transport.

La confrontation

Vendredi 5 novembre, à Caen, six personnes s'enchaînent sur les rails et bloquent le train pendant trois heures et demie. Lors de leur désincarcération par la police, trois personnes furent brûlées et l'une d'elles eut deux tendons sectionnés. Les policiers en exercice ont pourtant commis ces dommages en toute conscience puisqu'ils ont choisi de ne pas écouter les cris de douleur des manifestants les suppliant de faire une pause afin que le tube métallique ne surchauffe pas sous la scie circulaire. La plainte que les militants ont déposée contre la police pour les blessures infligées a été rejetée et, lors de leur procès, le 8 décembre, la SNCF leur a réclamé 30 000 euros (contre 1 euro symbolique demandé par Areva).

Notons qu'en Allemagne le blocage du convoi est un délit mineur, qui relève d'une amende du même ordre que celle encourue pour un mauvais stationnement.

Samedi 6, à Dannenberg, 50 000 personnes protestent contre le lobby nucléaire : la plus grande manifestation depuis le début de ces convois.

C'est alors que des militants inventifs entreprennent de creuser, à coups de pelle et de pioche, un tunnel sous la route du transport afin que celle-ci s'effondre. Les policiers découvrent l'action, et la route est réparée dans la nuit.

Au même moment, 400 tracteurs de paysans du Wendland viennent stationner sur la route. Tandis que la police demande leur évacuation avant 8 heures le matin suivant, les tracteurs seront postés, les jours d'après, sur les carrefours, gênant ainsi la libre circulation de la police.

En soirée, une action de « Schottern » (enlèvement du ballast sous la voie ferrée) est réprimée à coups de bombe au poivre à bout portant et à coups de matraque en réponse à des militants qui, parfois munis de sacs de paille en guise de boucliers, ne rétorquent que par leur détermination à retourner sur la voie pour y enlever du ballast. Aucun militant ne jette de pierres, mais les policiers, peu nombreux et débordés, ne lancent qu'une sommation d'évacuer (contre trois réglementaires) avant de donner l'assaut et de frapper les militants parfois déjà au sol. Le vent contraire renvoie les gaz lacrymogènes dans les yeux des policiers.

Une locomotive, envoyée sur les rails pour y remettre le ballast, est à son tour bloquée par des activistes. Entre minuit et 8 heures du matin, 3000 à 4000 personnes sur les rails seront à nouveau évacuées.

Dimanche 7, 1400 personnes sont à nouveau sur les rails à Hitzacker.

À Gedelitz, le sit-in organisé par X-tausendmal quer se met en place, une centaine de mètres avant le lieu de stockage. Arrivent des centaines de personnes, puis des milliers, puis toute une organisation : ravitaillement en nourriture et boissons chaudes, toilettes chimiques, un camion sound système, une caravane pour y accrocher les articles de presse, etc. Un camion avec sono tient les manifestants informés des autres actions et de la manière dont elles se sont déroulées, ainsi que de l'avancée du train, puis du transbordement. Petit à petit, une vie s'organise, et de nouveaux besoins surgissent qui eux-mêmes trouvent une réponse : sacs de paille pour isoler les corps du bitume froid, bâches pour éviter que les affaires et la paille ne prennent trop la bruine du matin, fils pour étendre le linge mouillé, etc.

X-tausendmal quer développe une méthode d'action particulièrement non violente. Cela dans son organisation par groupes d'affinités, ainsi que dans son rapport particulier à la police. Il existe deux facteurs non négociables avec la police : les militants bloquent la route, et ce même si on leur demande de la dégager. Ces deux sujets ne peuvent donc être discutés.

X-tausendmal quer fait le choix d'annoncer l'action à l'avance et d'en expliquer les modalités (seul le lieu n'est pas révélé). Cette

organisation fait le pari que, si la police a l'impression de surprise et se trouve en face de petits groupes agissant de manière impromptue, alors elle risque de répondre de manière violente.

De fait, les policiers semblent détendus, ils font presque partie du décor : aucune tension n'est apparemment ressentie par les manifestants lors de leur passage en bord de route. L'organisation a prévu un tract à leur égard faisant état de la non-violence de l'action, de la présence de personnes-relais entre la police et les militants. Le dialogue avec la police est permanent.

Le train arrive en gare de Dannenberg le lundi 8 au matin.

Initiative 60 organise une *Stuhl-Aktion*, soit une action menée par les plus de 60 ans, assis sur des chaises à la jonction des rails et de la route.

À Splietau, une manifestation durera le temps du transbordement des Castors des trains au camion, c'est-à-dire environ neuf heures.

À 16 heures, un berger « perd » ses brebis et ses chèvres sur la route...

À 20 h 15, un bus de Greenpeace est attaché en travers de la route ; des personnes y sont enchaînées.

À 20 h 30, à Gedelitz, la police annonce qu'elle commencera l'évacuation du sit-in à 22 heures. Les militants décident soit de quitter les voies avant l'arrivée des policiers, soit de rester assis mais sans faire obstacle à leur évacuation, soit de résister passivement.

Lorsque, à 22 heures, les policiers commencent l'évacuation du sit-in, qui dure déjà depuis deux jours, ils savent en quelque sorte à quel genre de comportements ils auront affaire. De 3000 à 4000 personnes seront évacuées par des policiers faisant parfois état de leur démotivation à faire ce travail et de leur usure nerveuse après trois jours d'intervention, devant tant de personnes à décrocher les unes des autres, à soulever, à déplacer. Le sit-in est évacué dans le calme avant la fin du transbordement.

Mardi 9, les Castors repartent par la route, officiellement dégagée : colonnes de policiers et barbelés « sécurisent » le convoi. Les vingt derniers kilomètres seront effectués en deux heures, des milliers de manifestants assistent à la livraison des fûts dans le centre de stockage temporaire de Gorleben. Plus de 200 fûts de déchets arrivent dans le lieu de stockage de Gorleben, après un périple de quatre jours, le plus long jamais effectué par ce type de convoi.

L'an prochain nous assisterons au dernier convoi de La Hague à Gorleben. Gageons que nous nous mettrons mille fois plus en travers !

Chloé di Cintio